

Je crois que c'est important de s'y tenir et j'espère que le calendrier sera le plus serré possible. Je vois les mouvements diplomatiques du côté de l'Arabie saoudite. Elle a besoin d'alliés dans sa confrontation contre l'Iran. Elle cherche à plaire à l'opinion publique. Mais il faut répéter qu'elle n'a pas fait d'aggiornamento sur le plan du wahhabisme; elle continue à considérer qu'il n'y a pas de lien entre le wahhabisme et une certaine forme radicale et violente de l'Islam. Nous avons une analyse différente. Il faut en tenir compte. J'entends qu'on va faire avec eux des *Memorandum of Understanding*. Il faut faire attention aux différences de points de vue que nous avons face au wahhabisme et au terrorisme.

Pour le reste, si la Belgique parvient rapidement à mettre en œuvre cette recommandation de notre commission d'enquête, elle fera œuvre pionnière. Il y a 31 centres dans le monde considérés par la Ligue islamique mondiale comme les siens et Bruxelles en fait partie. La Belgique doit prendre contact, vous devez prendre contact avec nos homologues, notamment à l'intérieur de l'Union européenne, pour que nous ne prenions pas cette décision seuls. Cela tient à la sécurité du monde. Il serait bon que la Belgique, dans ce domaine, puisse avoir un dialogue avec ses partenaires européens, entre autres, pour faire en sorte que cette expansion du wahhabisme, encore souhaitée par certains en Arabie saoudite, puisse s'arrêter et qu'enfin, les communautés musulmanes puissent se prendre en charge elles-mêmes, là où elles sont.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer **Wouter De Vriendt** aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de oproep voor een groeiplan in de Ontwikkelingssamenwerking" (nr. P2547)

- mevrouw **Gwenaëlle Grovonijs** aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de oproep voor een groeiplan in de Ontwikkelingssamenwerking" (nr. P2548)

- de heer **Marco Van Hees** aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de oproep voor een groeiplan in de Ontwikkelingssamenwerking" (nr. P2549)

06 Questions jointes de

- **M. Wouter De Vriendt** au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'appel pour la croissance de la Coopération au développement" (n° P2547)

- **Mme Gwenaëlle Grovonijs** au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'appel pour la croissance de la Coopération au développement" (n° P2548)

- **M. Marco Van Hees** au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'appel pour la croissance de la Coopération au développement" (n° P2549)

06.01 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen):

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de Verenigde Staten hebben beslist hun financiering van de VN-organisatie voor Palestijnse vluchtelingen (UNRWA) te halveren. U hebt daar deze week uitstekend op gereageerd. U hebt een extra toezegging van België beloofd. Vanuit de oppositie wil ik u daar eerst en vooral voor feliciteren.

Deze week is er echter ook een open brief van 11.11.11 verschenen, ondertekend door 123 prominente Belgen uit alle sectoren van de samenleving, waarbij zij vragen dat de besparingsmolen bij Ontwikkelingssamenwerking stopt. Uw besparingen, mijnheer de minister, zijn immens en grotesk. Het gaat om meer dan 1,1 miljard euro op vijf jaar tijd. Geen enkele minister van Ontwikkelingssamenwerking heeft ooit zo diep gesneden in het budget.

Niet alleen zijn deze besparingen niet in het belang van de landen uit het Zuiden — de bewoners krijgen nu minder kansen om zich op te werken —, zij zijn evenmin in ons eigen belang. Deze besparingen zijn kortzichtig. Immers, hoe meer welvaart er is in het Zuiden, hoe meer stabiliteit er is in de wereld en hoe minder migratiestromen er zijn naar de Europese Unie.

Een beleid dat gericht is op de lange termijn is een sterk ontwikkelingssamenwerkingbeleid. Natuurlijk is ontwikkelingssamenwerking niet alleen zaligmakend. Het is geen wondermiddel. Het moet absoluut geflankeerd worden door eerlijke globalisering, eerlijke, rechtvaardige handelsverhoudingen. Een zwakke ontwikkelingssamenwerking zal ook weinig zoden

aan de dijk brengen, mijnheer de minister.

Bijgevolg vraag ik u om de oproep van die 123 prominente Belgen ter harte te nemen. Dit toont aan dat er een draagvlak is voor ontwikkelingssamenwerking, in weerwil van het beeld dat wij hebben van de Belg of de Vlaming die niet geïnteresseerd zou zijn in ontwikkelingssamenwerking. Nee, er is een draagvlak. Dit leeft! Grijp dit engagement aan, mijnheer de minister, en ontwikkel een groeiplan om tegen het einde van de volgende legislatuur 0,7 % van het bni te kunnen besteden aan ontwikkelingssamenwerking. Doe dat over de partijgrenzen heen. Ik ben ervan overtuigd dat u daarvoor ook in dit Parlement veel daadkracht, goesting en engagement zult vinden.

06.02 Gwenaëlle Grovonijs (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, aujourd'hui, la presse relaie l'appel des 111. Cent onze personnalités de la société civile belge qui appellent votre gouvernement, qui vous appellent à stopper les coupes budgétaires dans la Coopération au développement. Cent onze personnalités de la société civile belge qui demandent à votre gouvernement, qui vous demandent d'enfin respecter ses engagements internationaux de consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à la Coopération au développement.

À l'inverse, aujourd'hui, nous voyons qu'en 2015 seulement 0,42 % de notre RNB était consacré à la Coopération. Selon nos estimations, en 2019, nous serons à seulement 0,36 %, bien loin de nos engagements internationaux! Cette diminution est d'autant plus grave que la Belgique est devenue la première bénéficiaire de son aide, de sa coopération au développement. En effet, les moyens de la Coopération sont aujourd'hui utilisés pour les frais d'accueil des demandeurs d'asile en Belgique, ce qui diminue encore considérablement cette part réelle de notre coopération destinée aux pays du Sud et à nos actions dans ces pays.

Ces cent onze personnalités de la société civile belge vous appellent à mener, à l'inverse de ce qui est fait aujourd'hui, une véritable politique de développement, monsieur le ministre. En 2018 et jusqu'à la fin de la législature, quel sera le pourcentage de notre RNB qui sera effectivement consacré à l'aide publique au développement? Quelle concertation a-t-elle lieu avec les acteurs de la coopération non gouvernementale?

Enfin, dans *Le Soir*, vous faites la leçon en réponse à cet appel des 111. Vous plaidez pour

une coopération efficace. Comment souhaitez-vous mettre en place cette coopération efficace, monsieur le ministre, dans un cadre où nous avons un service d'évaluation interne réduit à son plus simple appareil, qui ne nous permet pas d'évaluer cette efficacité, et dans une situation où les moyens ont été diminués de plus d'1,5 milliard d'euros? Monsieur le ministre, comment allez-vous améliorer notre coopération dans ce contexte?

06.03 Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le ministre, cent onze personnalités du monde académique, associatif, culturel et économique publient aujourd'hui une carte blanche pour dire stop! Stop à l'austérité en matière d'aide au développement: 900 millions sous le gouvernement précédent et plus d'un milliard sous ce gouvernement-ci. La Belgique arrive à niveau plancher autour de 0,35 % en 2019 alors que l'objectif pour lequel elle s'est engagée est de 0,7 %! Nous serons donc à la moitié de cet objectif l'année prochaine.

La Belgique est en dessous de la moyenne européenne, monsieur le ministre, et bien en dessous de nos pays voisins, mis à part la France. Mais par rapport aux Pays-Bas, au Luxembourg et à l'Allemagne, la Belgique est bien en dessous car ces pays ont quasiment atteint les 0,7 %

C'est fondamental, monsieur le ministre, parce qu'il y a des enjeux: au niveau climatique, au niveau des inégalités, relatifs à la souveraineté alimentaire, au terrorisme et aux migrations. Ces enjeux sont fondamentaux et la Coopération au développement a un rôle à y jouer. Ce gouvernement ne peut se permettre, d'une part, de dire qu'il y a un problème de migrations et, d'autre part, de réduire l'aide au développement. C'est pourtant sa politique.

Vous nous direz que c'est classique et argumenterez probablement qu'il vaut mieux la qualité que la quantité. Tous les gouvernements et tous les ministres qui ont mené des politiques d'austérité ont toujours dit qu'il fallait faire plus avec moins. D'ailleurs vous faites vous-même la comparaison avec la SNCB. Effectivement, la SNCB est une catastrophe. Les économies y sont désastreuses.

Monsieur le ministre, si des pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas peuvent le faire, pourquoi pas la Belgique? Ne pensez-vous pas que les milliards que ce gouvernement prévoit d'utiliser pour le remplacement des F-16 seraient mieux utilisés dans l'aide au développement? Je

pense que les pays du Sud ont plus besoin d'aide que de bombes.

06.04 Minister **Alexander De Croo**: Mijnheer de voorzitter, ontwikkelingssamenwerking is wat anders dan zoveel mogelijk geld uitgeven. Ontwikkelingssamenwerking gaat erom de situatie van mensen ter plaatse te verbeteren en ervoor te zorgen dat zij een leven kunnen opbouwen. Dat vraagt om een efficiënte aanpak die resultaten oplevert en dat is niet meer volgens de methode van de jaren zeventig.

Spécifiquement par rapport à la lettre, j'apporterai quelques éléments. Tout d'abord, l'objectif de 0,7 % est confirmé dans l'accord gouvernemental, à condition qu'il soit réalisable du point de vue budgétaire. Tous les pays européens ont d'ailleurs confirmé l'objectif de 0,7 % dans le cadre des objectifs de développement durable visés jusqu'en 2020-2030. Sur ce point, nous sommes d'accord sur la lettre.

Pour le reste, nous nous situons au-delà de la moyenne de l'OCDE. Nous sommes aujourd'hui le septième bailleur européen. Dire que nous ne prenons pas nos responsabilités n'est donc pas correct du tout!

Je ferai quelques objections quant au contenu de cette lettre. Dépenser de l'argent est facile, obtenir des résultats est autre chose.

Wat mij opvalt is dat men resultaat boekt als er politieke wil ter plaatse is, als men erin slaagt de lokale privésector zich te laten ontwikkelen.

Mijnheer De Vriendt, u zegt dat wij een kortzichtig beleid voeren. Misschien bent u bijziend; bijziend voor wat er aan het gebeuren is in de wereld. De voorbije twintig jaar is de armoede in de wereld gehalveerd. Kwam dat door ontwikkelingssamenwerking? Nee. Dat is het gevolg van investeringen, van vrije handel en democratie. Dat is de manier waarop men vooruitgang in de wereld realiseert.

En ja, wij staan voor een ander beleid. Wij staan voor een beleid waarbij wij zoeken naar partnerschappen. Denk maar aan wat wij gedaan hebben rond de She Decides-beweging. België heeft 10 miljoen geïnvesteerd en in totaal werd er 400 miljoen gemobiliseerd om vrouwen wereldwijd meer kansen te geven. Wij besloten bijvoorbeeld ook om samen te werken met de Bill & Melinda Gates Foundation die elk bedrag dat wij investeren voor het stoppen van de slaapziekte in Congo, verdubbelt.

Dat is inderdaad een andere aanpak, waarbij wij gebruikmaken van de hedendaagse methodes, zoals het inzetten van de privésector als hefboom en het aanwenden van nieuwe vormen van financiering. Voortdoen zoals in de jaren zeventig, daartoe ben ik niet bereid. Wij willen andere methodes gebruiken die veel meer resultaat opleveren.

06.05 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, als ik uw redenering volg, dan kunt u evengoed ontwikkelingssamenwerking afschaffen, want de vrijhandel zal het allemaal wel oplossen. U bent zowat de enige minister die voorvechter is van nog meer besparingen in uw eigen departement. U negeert hoeveel armen er wereldwijd nog zijn, mensen die geen boodschap hebben aan vrijhandel omdat zij niet in dat circuit zitten, maar die door ontwikkelingssamenwerking moeten worden geholpen.

Toevallig is er een impactstudie verschenen, uitgevoerd door de Universiteit van de Verenigde Naties, waaruit blijkt dat een doeltreffende ontwikkelingssamenwerking wel degelijk een positieve impact heeft op het leven van mensen in arme landen. Neem dus de oproep van die 123 Belgen uit onze samenleving toch ter harte. Schuif dat niet opzij.

Wij mogen niet naïef zijn, wij zullen dit niet van vandaag op morgen kunnen oplossen. Wij moeten realistisch zijn op budgettair vlak. Ik wil u de concrete suggestie doen om een groeipad te definiëren, maar u weigert dat te doen en schuift de deadlines steeds verder door. 0,7 % van ons bni besteden aan ontwikkelingssamenwerking is een doelstelling die wij niet alleen in woorden, maar ook in daden moeten honoreren. Ik wacht op uw initiatief om alle fracties in dit Huis op uw kabinet te verzamelen, zodat wij de handtekeningen kunnen zetten en wij in de volgende legislatuur een consensus en een akkoord hebben om vooruitgang te boeken richting de 0,7%, welke partijen er dan ook aan de macht zijn.

06.06 **Gwenaëlle Grovonijs** (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos éléments de réponse.

Vous parlez d'efficacité, de résultats. La moindre des choses serait d'appliquer ce concept à vous-même et de respecter vos propres engagements, à savoir les engagements internationaux de la Belgique à atteindre les 0,7 % du RNB consacrés à la coopération au développement.

Votre leitmotiv est très clair: privé, privé, privé dans les pays les plus pauvres de notre planète. Pourtant, toutes les études démontrent que cela ne fonctionne pas.

Nous voulons un monde qui préconise la solidarité et la stabilité internationale alors que vous proposez un monde où règnent la confrontation, les conflits, l'instabilité internationale. La coopération au développement doit être un outil destiné à favoriser la paix et la solidarité. Or, vous en faites tout autre chose.

Beaucoup de personnes ont rêvé de réussir, enfin, à externaliser et à privatiser la coopération. Je vous félicite, monsieur le ministre, car vous serez, sans doute, le premier à y arriver!

Le **président**: Madame Grovonijs, je vous remercie pour votre brièveté car votre réplique a duré exactement une minute.

06.07 **Marco Van Hees** (PTB-GO!): Monsieur le ministre, je vous remercie d'avoir retiré votre masque.

Il est clair que pour vous la solution n'est pas l'aide au développement, mais les multinationales. On va aider les pays du Sud grâce à l'économie de marché.

Suivant cette logique, votre objectif quantitatif n'est pas d'atteindre 0,7 %, mais 0 %. Et si on se réfère à vos projets, votre objectif qualitatif est la privatisation et l'instrumentalisation de l'aide pour faire valoir les intérêts économiques et stratégiques de la Belgique.

Par ailleurs, il faut se poser la question de savoir qui aide qui. Est-ce le Nord qui aide le Sud ou est-ce le Sud qui aide le Nord? Des ONG ont réalisé une étude qui vient d'être mise à jour et qui montre que, si on compare les flux qui vont vers l'Afrique et ceux qui en sortent, ceux qui sortent de l'Afrique sont supérieurs à ceux qui y entrent.

Le pillage du tiers-monde n'est pas terminé, monsieur De Croo et, selon moi, votre idéologie y participe!

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 **Vraag van mevrouw Rita Bellens aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele**

Instellingen, over "de situatie in de westerse Balkanlanden" (nr. P2550)

07 **Question de Mme Rita Bellens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "la situation dans les pays des Balkans occidentaux" (n° P2550)**

07.01 **Rita Bellens** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, slechts twee landen uit voormalig Joegoslavië zijn erin geslaagd toe te treden tot de Europese Unie. De westelijke Balkan hinkt socio-economisch achterop en slaagt er niet in de standaarden te halen voor een toetreding tot de EU.

Terwijl wij in de EU worden geconfronteerd met een aantal belangrijke uitdagingen – de Brexit, de Griekse schuldencrisis, de migratiecrisis – wil de Bulgaarse EU-voorzitter projecten ontwikkelen om een toetreding van de westelijke Balkan op korte termijn te realiseren. Die korte termijn moeten we blijkbaar zeer letterlijk nemen want de eerste gesprekken voor een versnelde toetreding van Servië en Montenegro zouden al in februari plaatsvinden.

Eurocommissaris Hahn heeft de westelijke Balkan een toetreding beloofd tegen 2025. Wij stellen ons daar toch wel vragen bij, zeker in het licht van de instabiliteit in die regio.

Mijnheer de minister, in hoeverre stemt dit initiatief van de Commissie overeen met wat wij in ons eigen regeerakkoord hebben neergeschreven? Op welke wijze kan men garanderen dat de investeringen, die men plant in de westelijke Balkan, niet zullen resulteren in een politiek of financieel opbod tussen Rusland, China en de EU? Is het niet belangrijker om in te zetten om regionale stabiliteit en veiligheid vooraleer landen toe te voegen aan de Europese Unie?

07.02 **Minister Didier Reynders**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Bellens, eerst en vooral wil ik zeggen dat er geen sprake is van een nieuw element in ons beleid in verband met de westelijke Balkan. Wij zijn voor een uitbreiding naar de westelijke Balkan, maar op basis van enkele voorwaarden. Er zijn momenteel nog veel problemen op het vlak van de strijd tegen de corruptie en de rechtsstaat in de zes landen van de westelijke Balkan.

Wij proberen hervormingen te bewerkstelligen. In de laatste maanden en zelfs jaren hebben wij geen echte vooruitgang kunnen vaststellen, maar